



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2713

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement et votre majorité rivalisent d'éloges sur la réforme des retraites que vous proposez. Celle-ci serait bonne pour les citoyens, bonne pour la jeunesse. Elle ne ferait que des gagnants et pas de perdant. *(M. Florian Bachelier applaudit.)*

Si vous êtes si sûr de vous, de vos convictions, pourquoi refusez-vous aux citoyens d'être au cœur des débats ?

Quelque 67 % d'entre eux réclament un référendum.

Pourtant, hier, la majorité a rejeté la motion référendaire que nous avons signée avec soixante collègues. Des arguments indignes et arrogants ont été avancés pour tenter de justifier ce refus ; c'est un manque de respect de la démocratie et des citoyens. En vérité, vous avez peur du peuple. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Vous savez bien qu'il n'y a pas, dans le pays, de majorité favorable à ce que les Français travaillent plus longtemps pour une pension moindre, sur laquelle vous appuyer. *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SOC.)* Vous refusez d'entendre le mouvement social qui s'exprime depuis plusieurs mois et la colère profonde qui gronde désormais dans tous les milieux professionnels. Vous avancez seul contre tous, oreilles bouchées et yeux bandés, pour défendre, coûte que coûte, les seuls intérêts des plus hauts revenus.

M. Erwan Balanant. Mais non !

M. Alain Bruneel. En faisant le pari du passage en force, contre le Parlement et contre les citoyens, vous abîmez un peu plus notre démocratie et notre contrat social. La démocratie directe n'est pas un danger ; elle n'est ni un risque, ni une faiblesse. Il faut faire confiance au peuple, qui est suffisamment intelligent pour comprendre et se prononcer sur votre projet de loi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)* Vous vous croyez trop subtil pour lui ; c'est son intelligence que vous insultez.

Monsieur le Premier ministre, soyez courageux et laissez les Français voter pour ou contre votre réforme. (« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SOC.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites.

M. David Habib. Nous sommes partis pour 45 secondes de remerciements, je parie.

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites. Je me suis déjà exprimé hier sur la motion référendaire.

M. Jean-Paul Lecoq. On vous donne une deuxième chance !

M. Stéphane Peu. Vous aviez un ton si méprisant !

M. Hubert Wulfranc. Mais pas de réponse sur le 49-3 !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. Je ne vous ai manifestement pas convaincu, puisque vous maintenez vos propos, et les répétez aujourd'hui, lors des questions au Gouvernement.

Vous vous en doutez, mes arguments ne varieront pas : vous êtes les représentants du peuple ; vous-mêmes, élu dans les Hauts-de-France, avez toute la légitimité pour débattre dans cet hémicycle, avec vos arguments. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Le projet du Gouvernement n'est pas le vôtre, mais vous savez exprimer votre opinion, défendre vos arguments, (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe GDR*) comme l'ensemble des parlementaires.

Nous sommes dans une démocratie représentative ; les députés ont toute leur place pour construire la loi et la faire évoluer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Sur les milliers d'amendements examinés en commission, combien ont été adoptés ?

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. Je suis chargé, au sein du Gouvernement, de ces questions. Nous avons besoin des échanges avec les parlementaires pour faire évoluer le texte, l'enrichir sur les questions de pénibilité, de handicap, de carrières longues. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.* – *Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) Nous voulons débattre de tout cela avec vous.

M. Stéphane Peu. Rien ne vaut le peuple !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. Si je ne ferai pas exactement la même réponse qu'hier, vous connaissez donc déjà mon avis : nous ne pouvons réduire ce formidable projet de société à une question unique, fermée, à la réponse binaire.

M. Christian Hutin. Pour ou contre le recours au 49-3 ?

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. Sommes-nous pour la solidarité ? Oui, nous sommes pour la majoration des droits familiaux, qui concernent les femmes à partir du premier enfant - elles sont plus de cinq millions. Oui, nous voulons un dispositif solide, qui assure une solidarité pérenne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.* - *Exclamations sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2713

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 février 2020](#)